

## **Journalisme économique, libéralisme et marchés financiers : quelques réflexions sur une thèse sombrée dans l'oubli**

Samuel Lamoureux, doctorant en communication à l'UQAM

Je me souviendrai toujours du moment où je déambulais dans Berlin-Est il y a quelques années et que j'ai croisé ce graffiti : un mur de pierre s'écroulant devenant un mur de billets de banque. Une métaphore subtile du libéralisme qui nous fournit cette curieuse impression de liberté alors que nous nous enchaînons de plus en plus à la régulation des marchés financiers (Chamayou, 2018).



Image 1 : Graffiti à Berlin-Est. Crédit : moi-même.

Lorsque j'effectue de la recherche en études médiatiques, plus précisément sur mon sujet qui est le journalisme économique et sa relation avec les banques et les marchés, c'est souvent cette image qui me revient en tête. Le libéralisme est régulièrement pris pour

acquis dans les recherches sur les médias (Zelizer, 2013), c'est notre paradigme, et gare à ceux qui voudraient s'en éloigner : le rejet, l'oubli nous guette.

Mais revenons à la croisée des chemins : 1989.

En 1989, le mur de Berlin est tombé, le libéralisme a triomphé.

En 1989, deux livres majeurs sur l'histoire du journalisme sont publiés.

Tout d'abord, *The Structural Transformation of the Public Sphere* de Jürgen Habermas est traduit en anglais. De l'autre côté, Wayne Parsons fait paraître *The Power of the Financial Press*.

Nous connaissons la thèse du premier ouvrage qui s'est imposé comme référence. Pour Habermas, la presse est une médiation symbolique constitutive de la naissance de l'État moderne, son rôle étant de faire circuler des idées. Les bourgeois et les bourgeoises dans leur lutte contre les États absolutistes ont créé un espace public neutre entre le pouvoir et la société civile, cet espace, celui des médias (mais aussi celui des cafés et des salons), étant le lieu des débats publics et de l'usage de la raison. Les médias ont donc une relation constitutive avec la démocratie libérale, et les journalistes, par conséquent, sont des chiens de garde de ce régime politique. Quand je pense à la thèse de ce livre, je me rappelle souvent ces portraits soviétiques clichés représentant une assemblée où un brave ouvrier harangue la foule sur la nécessité révolutionnaire. Dans ce tableau, on pourrait croire que Lénine tient un journal ayant mobilisé la foule.



Image 2 : Lénine au palais d'hiver. Artiste inconnu. Récupéré de <https://belgraviagallery.com/artist/russian-and-soviet-art/lenin-at-the-winter-palace-i/>

La thèse de Parsons est tout autre. Pour le professeur à la University of London, les médias n'ont pas pour fonction de prolonger les débats publics, mais bien de créer les marchés financiers. Son argumentaire s'appuie sur une recherche approfondie couvrant l'histoire de la presse économique de la fin du 17<sup>e</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui. Pour Parsons, les premiers journaux ne contenaient pas que des débats sur l'avenir de la société, mais aussi des prix courants, des notes de change, des listes maritimes, des lettres d'entrées, etc.

Newspapers have, almost from their inception, been about selling markets: providing information for the businessman, and opportunities for the business community to advertise its products, services and prices. Newspapers in many senses, therefore, could be said to lie at the very core of the capitalist process and the free market idea. p. 2

Les marchés financiers ont eu besoin du développement et de la circulation de l'information pour se déployer et se centraliser. Les médias ont donc une relation constitutive avec les différentes formes institutionnelles du capitalisme. Mieux : les

médias *font* les marchés et parfois *sont* les marchés. L'argument va bien plus loin que celui d'Habermas qui ne voit qu'une dégénérescence commerciale dans la montée des médias de masse. Une photo se retrouvant dans la biographie de l'agence de presse Reuters explicite très bien cette thèse. Avant l'introduction du service d'échange d'information financière en temps réel de Reuters en 1973, le Money Monitor, les ventes d'action se faisaient au téléphone, et après devant un écran, ce développement facilitant l'augmentation du volume d'échange et la financiarisation du capitalisme mondialisé.



48. A Frankfurt dealing-room before Monitor



Image 3 : Bourse avant et après l'introduction du Monitor par Reuters (Read, 1992).

Maintenant, comment ces deux thèses contradictoires ont-elles vieilli ? Selon Google Scholar, *the Public Sphere* a été cité plus de 27 000 fois dans le monde anglophone et environ 3000 fois en français. *The Power of the Financial Press* a quant à lui été cité un peu plus de 300 fois. (Ce dernier n'est même plus disponible dans la plupart des bibliothèques nord-américaines. J'ai dû le commander d'Angleterre pour pouvoir le lire).

La question émerge d'elle-même : Comment ces deux livres, dont l'importance est semblable quant au travail déployé et à l'exigence démontrée dans la documentation, peuvent-ils avoir vieilli de manière si différente ? Comment *the Public Sphere*, si on exclut le fait qu'Habermas est a posteriori devenu un intellectuel beaucoup plus influent que Parsons, peut-il être cité 100 fois plus que *The power of the financial press* ?

La réponse est celle du timing. Parsons a écrit son livre au pire moment : 1989 est le triomphe du libéralisme. Sa thèse matérialiste sur les liens entre médias et marchés financiers ne pouvait qu'être balayée de la main. Un mur tombe, mais un autre se dresse devant son travail.

Dans tous les mouvements de protestation anticommuniste de la fin du 20<sup>e</sup> siècle, pourrait-on dire, la presse a prouvé son efficacité en tant que sphère publique. Elle a prolongé les débats sur la démocratie, elle a amené la lumière. Ce qu'on dit moins, c'est qu'elle a aussi stimulé la libéralisation des prix, la déréglementation et la centralisation/concentration financière (Roudakova, 2017).

La question se pose : qu'est-ce que cette histoire nous dit sur le développement de notre science, qu'est-ce qu'elle dit sur nous, chercheurs et chercheuses ? Elle dit que les travaux qui marquent le plus, que les recherches qui sont les plus citées, que les intellectuels et les intellectuelles dominants ne sont pas toujours ceux qui représentent, disons, la « vérité ». Non certaines thèses entrent dans l'histoire et d'autres non, parce qu'elles légitiment avant tout le discours dominant déjà place, on pourrait dire à la Foucault (1971) le régime discursif en place, et d'autres, au contraire, entrent en contradiction avec ce discours dominant.

Il faut par conséquent se méfier de l'idée de progrès, et aussi de nouveauté. Dans mon travail, j'avance à reculons, je commence trente ans dans le passé avec Parsons. Je nie sa

négalion, je restitue sa mémoire (Davis, 2000). Dans mes recherches la presse constitue les marchés et non la démocratie libérale (il suffit de visiter la page d'accueil de Reuters ou de Bloomberg en ce moment pour se rendre compte de la radicalisation de cette constitution). Et c'est peut-être la clé de notre travail : trouver dans cette spirale dialectique une place pour vivre et pour dire, pour terrasser d'autres murs.

Notes : dans la possible version longue de ce texte, je développerai bien davantage l'opposition entre Habermas et Parsons et surtout je détaillerai ma propre utilisation de la thèse matérialiste de Parsons dans mes recherches sur les liens entre journalisme économique et banque centrale.

## Références

Chamayou, G. (2018). *La société ingouvernable: une généalogie du libéralisme autoritaire*. Paris : La Fabrique.

Davis, A. (2000). Public relations, business news and the reproduction of corporate elite power. *Journalism*, 1(3), 282-304.

Foucault, M. (1971). *L'ordre du discours*. Paris : Gallimard.

Habermas, J. (1989). *The structural transformation of the public sphere: An inquiry into a category of bourgeois society*. Cambridge : MIT press.

Parsons W. (1989). *The Power of the Financial Press: journalism and economic opinion in Britain and America*. Londres : Edward Elgar.

Roudakova N. (2017). *Losing Pravda*. Cambridge: Cambridge University Press.

Zelizer, B. (2013). On the shelf life of democracy in journalism scholarship. *Journalism*, 14(4), 459-473.